



Les syndicats de l'éducation pour la justice climatique:
● Outils de plaidoyer de l'Internationale de l'Éducation à la COP 27 ●

COP27

Introduction



La 27e Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ou COP 27, se tiendra à Sharm El-Sheikh, en Égypte, au mois de novembre 2022.

Présentation et objectif de la COP 27

La science a établi sans l'ombre d'un doute que les possibilités d'action pour éviter un emballement du changement climatique s'amenuisent rapidement. Raison pour laquelle la COP 27 est l'une des dernières occasions pour les dirigeants de notre monde de prendre des décisions politiques cohérentes pour protéger la planète et toutes les formes de vie qu'elle abrite. Cette rencontre leur offre l'occasion de montrer leur volonté politique et de prendre des engagements déterminants en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique, l'atténuation de ses effets, le financement et les pertes et préjudices.

En signant l'Accord de Paris en 2015, les dirigeants du monde ont décidé de travailler ensemble, en assumant des responsabilités diverses, pour limiter le réchauffement de la planète en deçà de 2 °C et maintenir la hausse des températures sous la barre de 1,5 °C par rapport à la période préindustrielle. La Terre s'est déjà réchauffée d'environ 1 °C, ce qui signifie que pour ne pas dépasser la limite de 1,5 °C, les émissions

de carbone doivent être réduites d'au moins 50 % d'ici à 2030. La COP 27 est le rendez-vous qui doit permettre que cela devienne une réalité.

Les événements météorologiques extrêmes et l'élévation du niveau des mers ont déjà des conséquences dramatiques sur les populations les plus vulnérables dans le monde et accentuent les inégalités existantes. Les pays et les communautés qui contribuent le moins au réchauffement climatique en subissent les effets les plus désastreux. La COP 27 est le moment pour les pays qui ont le plus contribué à la crise climatique de démontrer leur engagement en faveur de la justice climatique.

Où en sommes-nous actuellement ?

L'an dernier, la COP 26 de Glasgow a permis quelques avancées, qui ont conduit au Pacte de Glasgow pour le climat, mais cela reste largement insuffisant. Les pays se sont engagés à « réduire progressivement » les centrales au charbon plutôt qu'à les « éliminer progressivement » et n'ont pas tenu leur promesse de dégager les fonds nécessaires. Pour en savoir plus sur les résultats de la COP 26, [cliquez ici](#).

Si le rôle de l'éducation dans la lutte contre l'urgence climatique a été davantage reconnu à Glasgow que par le passé (un [Sommet des](#)

[ministres de l'Éducation et de l'Environnement](#) notamment été organisé), ce secteur reste encore négligé dans les plans pour le climat des États – les contributions déterminées au niveau national (CDN). Pour en savoir plus sur les résultats de la COP 26 concernant l'éducation, [cliquez ici](#).

Pourquoi les syndicats de l'éducation doivent-ils s'intéresser à la COP 27 ?

En 2019, les organisations membres de l'IE à l'échelle mondiale ont reconnu que les enseignant·e·s et les syndicats de l'éducation avaient un rôle important à jouer dans la lutte contre l'urgence climatique et ont décidé de renforcer leurs actions en faveur de la justice climatique (voir cette [résolution](#) et cette [résolution](#)). Ce mandat déterminant des syndicats de l'éducation a donné lieu au lancement de la campagne [Enseigner pour la planète](#), appelant au déploiement d'une éducation de qualité au changement climatique pour toutes et tous. Si l'on souhaite que l'éducation au climat devienne une réalité, il importe que les secteurs de l'éducation et de l'environnement travaillent ensemble et que l'éducation soit prise en compte dans les politiques climatiques. Raison pour laquelle l'IE s'efforce d'accroître la visibilité de l'éducation dans le cadre des COP. La COP 27 est une occasion importante de renforcer la dynamique en faveur de l'éducation

au climat, une thématique qui a été [résolument mise sur la table lors de la COP 26](#).

La campagne « Enseigner pour la planète » a également pour objectif de faire progresser plus largement la justice climatique. L'Internationale de l'Éducation estime que les syndicats de l'éducation doivent assumer leur rôle en plaidant en faveur de la justice climatique et d'une transition juste en collaboration avec l'ensemble de la communauté syndicale. La COP 27 est un moment critique pour l'élaboration des politiques climatiques à l'échelle mondiale, raison pour laquelle il est important d'y participer.

La question des droits humains et de l'inclusion

La COP 27 se tiendra en Égypte. Ces conférences sont généralement un moment clé pour les militant·e·s écologistes du monde entier, car elles leur offrent l'occasion d'exercer leur droit de protester contre l'inaction des gouvernements face à la crise climatique et de faire valoir leurs revendications. Lors de la COP 26, [l'Internationale de l'Éducation a défilé aux côtés de ses organisations membres britanniques](#), se joignant à d'autres syndicalistes, des militant·e·s des droits de peuples autochtones, des jeunes et des activistes locaux, soit environ 100 000 personnes.

Le gouvernement égyptien est connu pour ses violations des droits humains, mais il lui a pourtant été donné d'accueillir cet événement mondial d'une importance cruciale, lui permettant de faire oublier son bilan en matière de droits humains et de se présenter comme un pays ouvert et inclusif sur la scène internationale. Le gouvernement a annoncé que les manifestations seraient autorisées lors de

la conférence, mais il est à craindre qu'elles ne se transforment en simulacres et que les véritables contestataires soient maintenus à l'écart. Dans le même temps, un grand nombre de militant·e·s, chercheur·euse·s, journalistes, personnalités politiques, syndicalistes et d'autres personnes sont toujours détenu·e·s arbitrairement et le régime égyptien continue de réprimer les libertés civiles.

Tant les organisations internationales de défense des droits humains que les institutions universitaires s'accordent de plus en plus à dire que l'Égypte est devenue un pays dangereux pour les syndicalistes et les chercheur·euse·s universitaires.

Bien que la liberté d'association soit l'un des droits ouvertement protégés par la Constitution égyptienne, le gouvernement continue de renforcer les restrictions imposées aux syndicats, dont beaucoup se voient contraints d'exercer leurs activités sans reconnaissance officielle, étant donné les obstacles infranchissables à surmonter pour former une organisation syndicale, surtout dans le secteur public.

La loi relative aux organisations syndicales ne prévoit ni mécanismes ni procédures pour la participation à la négociation collective, alors que l'avant-projet du Code du travail consacre des chapitres entiers à la négociation collective, aux conventions collectives et aux conflits sociaux. Les personnels de la fonction publique sont exclus du dialogue social et de la négociation collective prévus dans ce projet.

Les violations systématiques de la liberté académique contreviennent également à la Constitution égyptienne, qui garantit la liberté d'expression sous toutes ses formes et la liberté de la recherche scientifique.

L'Internationale de l'Éducation demande au gouvernement égyptien de libérer immédiatement toutes les personnes emprisonnées pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et de garantir ce droit, ainsi que la liberté d'association, à toutes les personnes participant à la COP 27, sans crainte de représailles.

La [Coalition égyptienne des droits humains sur la COP27](#) fournit des informations détaillées concernant les personnes emprisonnées arbitrairement et explique ce que vous pouvez faire pour soutenir la demande de leur libération et l'ouverture de l'espace civique en Égypte.

[Signez la pétition ici.](#)

COP27

Revendications clés de l'IE pour la COP 27



En prévision de la 27e Conférence des Parties de la CCNUCC (COP27), les revendications prioritaires de l'Internationale de l'Éducation (IE) sont les suivantes:

1. Des actions d'atténuation plus ambitieuses

Pour préserver l'humanité d'une catastrophe climatique, nous devons diminuer drastiquement nos émissions de carbone de 50 % à l'horizon 2030. Cependant, les plans de réduction des émissions définis dans les CDN ne sont pas suffisamment ambitieux.

Pour que la COP 27 soit constructive, les gouvernements doivent se montrer plus ambitieux et faire en sorte que les plans pour la décarbonisation soient déployés dans le cadre d'une transition juste en collaboration avec les travailleur·euse·s.

2. Garantir une éducation de qualité au changement climatique pour tou·te·s

L'éducation est un outil puissant pour soutenir les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets et doit être reconnue comme telle à la COP 27.

La COP 27 devrait prévoir une réunion intersectorielle de haut niveau sur l'éducation au changement climatique à plus grande échelle, afin d'assurer le prolongement du Sommet des ministres de l'Éducation et de l'Environnement de la COP 26. Les ministres devraient communiquer régulièrement des informations concernant les mesures pour la mise en œuvre de l'éducation universelle de qualité au changement climatique et prendre de nouveaux engagements dans ce domaine au niveau national.

Les gouvernements doivent financer et instaurer des réformes visant à intégrer une [éducation de qualité au changement climatique](#) dans les programmes d'études – dans toutes les matières et à tous les niveaux d'enseignement – ainsi que dans les programmes de formation initiale et de développement professionnel des enseignant·e·s.

Les gouvernements doivent en outre accorder la priorité à la mise en œuvre complète de l'Action pour l'autonomisation climatique, le programme de travail décidé à Glasgow en 2021 qui consiste notamment à promouvoir, faciliter, développer et mettre en œuvre l'éducation au changement climatique à tous les niveaux et à collaborer dans ce cadre.

3. Garantir une transition juste pour l'ensemble des travailleur·euse·s, y compris les enseignant·e·s

Alors que l'on reconnaît de plus en plus que la transition vers une économie à faible émission de carbone doit être une transition juste, il est essentiel que le travail décent, les emplois de qualité et un dialogue social constructif soient au centre de ce concept de transition juste.

Les emplois du secteur de l'éducation sont des emplois verts et les enseignant·e·s ne perdront pas leurs moyens de subsistance avec la transition vers une économie à faible émission de carbone. Cependant, le changement climatique se répercute déjà sur leurs conditions de travail, leur vie professionnelle et leur charge de travail.

Les gouvernements doivent garantir les droits du travail des enseignant·e·s face aux conséquences de plus en plus graves du changement climatique, améliorer leurs conditions d'emploi et assurer leur bien-être.

Les gouvernements doivent s'engager à renforcer leurs systèmes de protection sociale pour l'ensemble des travailleur·euse·s, y compris les enseignant·e·s, les chercheur·euse·s et les personnels de soutien à l'éducation.

D'autre part, ils se doivent de reconnaître le

rôle important de l'éducation dans la réalisation d'une transition juste. Une éducation publique de qualité doit permettre aux élèves d'acquérir des compétences écologiques, tandis que des opportunités de formation accessibles doivent être proposées aux citoyens et citoyennes pour opérer la transition vers des industries vertes ou y entrer.

4. Renforcer les mesures d'adaptation, y compris dans le secteur de l'éducation

Le changement climatique n'est plus seulement une menace future pour la prestation de services éducatifs de qualité, il fait déjà partie de notre réalité quotidienne, en particulier dans les pays et communautés vulnérables.

Les événements météorologiques extrêmes mettent directement en danger la sécurité des élèves et des enseignant·e·s et perturbent le bon fonctionnement de l'éducation. Par exemple, 22 000 écoles ont été détruites lors des inondations au Pakistan en septembre 2022, une catastrophe venue s'ajouter aux conséquences de la pandémie.

L'enseignement et l'apprentissage sont également touchés par les conséquences indirectes du changement climatique, telles que la faim ou la pauvreté dans les régions où les familles ont perdu leurs moyens de subsistance en raison des sécheresses ou des inondations. Le droit des élèves et des enseignant·e·s à une éducation de qualité et à des conditions de travail décentes est menacé.

Les gouvernements doivent s'engager à planifier et à financer l'adaptation au changement climatique dans tous les secteurs, y compris l'éducation où la planification doit avancer des solutions intelligentes face au climat. Il est essentiel d'assurer la sécurité, la durabilité et la résilience aux impacts climatiques

Qu'est-ce qu'une transition juste ?

La communauté syndicale internationale définit une transition juste comme suit (pour plus d'informations, voir les [principes directeurs de l'OIT](#)) :

« Une transition juste assure l'avenir et la subsistance des travailleurs et travailleuses et de leurs communautés lors de la transition vers une économie à faible émission de carbone. Elle repose sur le dialogue social entre les travailleurs et travailleuses et leurs syndicats, les employeurs et les gouvernements. Un plan pour une transition juste prévoit et garantit des emplois meilleurs et décents, davantage de possibilités de formation et une plus grande sécurité d'emploi pour tous les travailleurs et travailleuses affectés par les politiques en matière de réchauffement global et de changement climatique. » ([Revendications de la CSI adressées à la COP 27](#))

de toutes les infrastructures éducatives.

L'éducation joue un rôle important dans le renforcement des capacités d'adaptation des communautés. L'éducation permet aux élèves d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer leur résilience à certains impacts climatiques. Afin de pouvoir répondre aux besoins des communautés en termes d'adaptation, il importe de garantir un accès universel à une éducation de qualité qui tienne compte de la question du genre.

5. Augmenter le financement pour le climat et le financement des pertes et préjudices

Les gouvernements, notamment dans les pays à revenu élevé qui sont les principaux responsables du changement climatique, doivent respecter et dépasser leur objectif de débloquer 1 milliard USD par an pour le climat.

Le changement climatique a déjà un impact sur les communautés. Un soutien est nécessaire pour compenser les pertes et préjudices des pays touchés et financer les initiatives pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.

Il importe de créer un [mécanisme pour le financement des pertes et préjudices](#) qui différencie les responsabilités des pays industrialisés et celles des pays en développement. La justice climatique consiste à reconnaître que le changement climatique accentue les inégalités existantes et que ce sont les pays les moins responsables du changement climatique qui en subissent les pires conséquences. Dans la mesure où les initiatives pour atténuer les effets du changement climatique restent insuffisantes, le financement des pertes et préjudices est d'autant plus crucial.

Que sont les pertes et préjudices ?

Les pertes et préjudices se réfèrent aux effets destructeurs des événements météorologiques extrêmes et de l'élévation du niveau des mers imputables au changement climatique, par exemple les pertes en vies humaines, cultures et traditions et les dommages aux infrastructures ou aux récoltes.

Revendications syndicales plus larges

L'IE soutient les sept revendications syndicales adressées à la COP 27, formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI).

Pour en savoir plus concernant les appels conjoints des syndicats, veuillez consulter le rapport [Nouveaux fronts dédié à la COP 27](#).

« La COP 27 offre l'occasion aux dirigeant·e·s de notre monde de se rencontrer en vue de prendre les mesures tant attendues pour réduire considérablement les émissions et financer les pertes et préjudices comme promis. Ce sera également le moment de reconnaître les profondes interconnexions entre le changement climatique et l'éducation de qualité. Si l'on souhaite une éducation de qualité pour toutes et tous, les systèmes éducatifs doivent intégrer l'éducation au changement climatique dans la formation des enseignant·e·s et les programmes d'études à tous les niveaux de l'enseignement et faire en sorte que les établissements scolaires soient sûrs, résilients au climat et respectueux de l'environnement. Pour lutter contre le changement climatique, nous devons nous appuyer sur l'éducation, un outil puissant pour réduire les émissions de carbone et promouvoir une économie verte. »

David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation

Recherche de l'IE pour un plaidoyer fondé sur des preuves



Le plaidoyer de l'IE pour le climat se fonde sur des données factuelles et des recherches. Nous espérons que les trois études présentées ci-après vous seront utiles pour étayer votre plaidoyer.

L'ambition en matière d'éducation au changement climatique à l'heure du bilan, par Christina Kwauk pour l'IE

Voir la page de la campagne [Enseigner pour la planète](#) pour vous informer des dernières mises à jour.

Cette recherche phare montre dans quelle mesure les pays intègrent l'éducation dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN).

Sur les 133 CDN analysées (environ 70 % des parties qui ont ratifié l'Accord de Paris), seules 40 (moins d'un tiers) mentionnent l'éducation au changement climatique. Seules 12 CDN soulignent la nécessité de former les enseignant·e·s et une seule réclame des opportunités de développement professionnel qui répondent aux attentes des enseignant·e·s.

Pour de plus amples informations, notamment un résumé des principaux résultats, une analyse sous-régionale pour les pays arabes et un blog de l'auteure, [cliquez ici](#). Nous attirons votre attention sur le fait que cette recherche est en cours de mise à jour et qu'une analyse finale de 140 pays sera mise à disposition juste avant la COP sur la [page de la campagne « Enseigner pour la planète »](#).

Cette recherche vous permettra de vérifier si votre pays est à la hauteur des ambitions pour l'éducation au climat.

Le personnel enseignant a la parole : motivation, compétences et opportunités pour enseigner l'éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale, par l'Internationale de l'Éducation et l'UNESCO

Cette enquête mondiale menée auprès de 58 000 enseignant·e·s avait pour objectif d'évaluer le degré de préparation des enseignant·e·s pour enseigner des thématiques cruciales telles que le changement climatique. Il apparaît que moins de 40 % des enseignant·e·s interrogé·e·s se déclarent prêt·e·s à enseigner la gravité du changement climatique, même si 95 % estiment qu'il est important ou très important d'enseigner cette matière. Les enseignant·e·s manifestent leur intérêt et leur motivation à renforcer leur capacité à enseigner le changement climatique, tandis que les gouvernements, les responsables des politiques éducatives, les universitaires, les éducateur·rice·s et les formateur·rice·s d'enseignant·e·s doivent travailler ensemble pour répondre à ce besoin. D'autre part, un soutien doit être apporté aux enseignant·e·s pour relever ces défis mondiaux importants dans leurs classes.

Enseignant·e·s sur une planète en surchauffe : Façonner la vision syndicale pour une transition juste par Alanah Torralba

[Voir le résumé des résultats de la recherche.](#)

Cette étude, qui analyse l'importance de garantir une transition juste vers une économie à faible émission de carbone dans le secteur de l'éducation, montre que, au sein des organisations membres de l'IE, les emplois, les conditions de travail et la charge de travail d'un grand nombre d'enseignant·e·s et de personnels de soutien à l'éducation sont déjà touchés par le changement climatique. Les syndicats commencent à reconnaître que, pour rester pertinents et protéger leurs membres, ils doivent inclure les questions climatiques dans leur dialogue social et en tenir compte dans les négociations collectives. Si l'on souhaite garantir le travail décent dans le secteur de l'éducation face à l'intensification de l'urgence climatique, les syndicats doivent réclamer une protection sociale de qualité et des charges de travail gérables, ainsi que des infrastructures éducatives intelligentes face au climat afin de pouvoir assurer la santé et la sécurité sur les lieux de travail.

COP27

COP 27 Impliquez-vous !



La communauté syndicale et la société civile ne cessent de demander que les conférences COP soient plus inclusives et plus participatives. Pourtant, certaines voix continuent d'être tenues à l'écart et exclues, notamment celles des personnes les plus vulnérables aux effets du changement climatique et celles des peuples autochtones, dont les connaissances et les expériences sont cruciales pour la préservation de notre monde.

L'Internationale de l'Éducation représentera la voix des enseignant·e·s à la COP 27 mais ne dispose que d'un nombre très limité de badges pour y accéder. C'est pourquoi, si vous souhaitez participer à la COP 27, nous vous invitons à prendre contact avec vos centrales syndicales nationales pour demander à faire partie de votre délégation nationale.

Il n'est cependant pas nécessaire d'assister à la COP 27 en personne pour soutenir notre plaidoyer en faveur de la justice climatique. Vous pouvez suivre les débats mondiaux en ligne et participer aux actions nationales.

Voici comment :

Inclure les questions climatiques dans le dialogue social et politique:

- o Portez à la connaissance de votre gouvernement les revendications de l'IE adressées à la COP 27, le [Manifeste de l'IE pour une éducation de qualité au changement climatique pour tou-te-s](#) et les revendications nationales de votre syndicat pour la justice climatique.
- o Présentez à vos ministres les résultats par pays de l'étude de l'IE « [L'ambition en matière d'éducation au changement climatique à l'heure du bilan](#) » et expliquez-leur comment mieux faire!

Rendre publiques vos revendications:

- o Écrivez un article, réalisez une interview, communiquez aux médias vos revendications et les résultats de la recherche de l'IE.

Approfondir vos connaissances concernant le changement climatique et les politiques climatiques:

- o Regardez le [webinaire de l'IE](#) (en anglais uniquement) où des climatologues

de renom expliquent les bases du changement climatique, et partagez-le avec vos membres.

- o Consultez le guide 2019 de l'IE « [L'éducation: un outil puissant pour lutter contre les changements climatiques – Guide pour les syndicats de l'éducation et les éducateur·rice·s](#) ». Ce guide fournit aux organisations membres de l'IE des informations et des conseils pour faire valoir et mieux reconnaître le rôle de l'éducation dans la lutte contre la crise climatique.
- o Utilisez le guide de plaidoyer « [Enseigner pour la planète : un guide de plaidoyer en faveur de l'éducation climatique à l'usage des syndicalistes](#) » pour vous aider à vous impliquer dans les processus d'élaboration des politiques climatiques mondiales.

Suivre les événements et la participation de l'IE à la COP 27:

- o Regardez les événements en direct en ligne.
- o Rendez-vous sur la section dédiée à la COP 27 sur la [page de la campagne Enseigner pour la planète](#) pour suivre les comptes rendus de l'IE.





Les syndicats de l'éducation pour la justice climatique:

● Outils de plaidoyer de l'Internationale de l'Éducation à la COP 27 ●



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

Siège

15, Boulevard Bischoffsheim,
B- 1000 Bruxelles, Belgium
Tel +32-2 224 0611
headoffice@ei-ie.org

www.ei-ie.org

[#unite4ed](https://twitter.com/unite4ed)

L'Internationale de l'Éducation représente les organisations d'enseignants et d'employés de l'éducation à travers le monde. Il s'agit de la plus grande fédération syndicale mondiale, représentant trente millions d'employés de l'éducation par le biais de quatre cents organisations réparties dans cent soixante-dix pays et territoires à travers le monde. L'Internationale de l'Éducation regroupe tous les enseignants et employés de l'éducation.



[Ce travail est sous licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License.](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/)
(CC BY-NC-SA 4.0)